

La Cour d'appel des États-Unis se prononce contre la FCC en faveur des défenseurs de la sécurité des communications sans fil sur les limites d'exposition aux radiofréquences.

Publié le 13 août 2021 sur LinkedIn

Joel Moskowitz
Directeur au Centre de santé familiale
et communautaire de l'UC Berkeley



Sécurité des rayonnements électromagnétiques, 13 août 2021

Mon opinion : Aujourd'hui, le barrage du déni a commencé à se fissurer. Une cour d'appel fédérale s'est prononcée contre la Federal Communications Commission (FCC) en faveur des défenseurs de la sécurité des communications sans fil. Cette décision représente une victoire dans le combat mené depuis des décennies pour que notre gouvernement adopte des limites d'exposition aux rayonnements sans fil qui protègent notre santé et l'environnement. La Cour a statué que la FCC doit "fournir une explication motivée de sa détermination que ses directives protègent adéquatement contre les effets nocifs de l'exposition aux rayonnements de radiofréquences non liés au cancer" et justifier ses procédures de test pour les téléphones cellulaires et autres appareils sans fil.

J'espère que ce jugement servira de signal d'alarme au Congrès et à l'administration. En 2015, une publication de Harvard a enquêté sur le contrôle de l'industrie sur la FCC, "En tant qu'agence capturée, la FCC est un exemple parfait de corruption institutionnelle. Les fonctionnaires de ces institutions n'ont pas besoin de recevoir des enveloppes gonflées d'argent liquide. Mais même leurs efforts les mieux intentionnés sont souvent écrasés par un système qui favorise de puissantes influences privées, généralement au détriment de l'intérêt public."

La FCC n'a pas d'expertise en matière de santé et doit s'en remettre aux agences sanitaires fédérales pour obtenir des conseils sur la fixation des limites de sécurité des communications sans fil. Cependant, le Congrès a financé les recherches de l'Agence de protection de l'environnement sur le rayonnement sans fil dans les années 1990. Le CDC s'est appuyé sur des scientifiques affiliés à l'industrie pour formuler des recommandations sur les rayonnements sans fil. Bien que la FDA se soit rangée du côté de la FCC, l'agence a rejeté à tort les résultats des recherches qu'elle avait demandées, à savoir l'étude de 30 millions de dollars du National Toxicology Program qui a trouvé des "preuves évidentes" d'une augmentation de l'incidence du cancer due aux radiations des téléphones cellulaires chez les rats mâles et des dommages à l'ADN

chez les rats et les souris mâles et femelles dus à l'exposition aux radiations des téléphones cellulaires.

Malheureusement, contrairement à ce qu'affirme la Cour dans son arrêt, " nous ne prenons pas position dans le débat scientifique concernant les effets des rayonnements RF sur la santé et l'environnement ", la Cour n'a pas seulement pris position, elle a pris la mauvaise position car il existe des preuves considérables d'un risque accru de cancer dû à une exposition à long terme aux rayonnements de faible intensité des téléphones cellulaires (voir les liens ci-dessous).

Les défenseurs de la sécurité des communications sans fil ont intenté une action en justice contre la FCC parce que la Commission a employé un processus "arbitraire et capricieux" lorsqu'en 2019, elle a réaffirmé ses limites d'exposition aux rayonnements de radiofréquences (RFR) de 1996 en publiant un ordre qui a finalisé une enquête lancée en 2013 pour déterminer si les limites d'exposition aux RFR de l'agence protégeaient adéquatement la santé humaine.

Les limites d'exposition aux téléphones cellulaires et aux rayonnements sans fil de la FCC sont fondées sur des données scientifiques datant des années 1980 et antérieures. Les limites de RFR que la FCC a adoptées ont été élaborées en grande partie par des ingénieurs et des physiciens travaillant pour le complexe militaro-industriel ou affiliés à celui-ci. Parce que la science qui sous-tend ces limites est obsolète, plus de 240 scientifiques qui ont publié plus de 2 000 articles sur les champs électromagnétiques (CEM) et la biologie ou la santé ont signé l'Appel international des scientifiques sur les CEM qui stipule que :

"De nombreuses publications scientifiques récentes ont montré que les CEM affectent les organismes vivants à des niveaux bien inférieurs à la plupart des directives internationales et nationales. Les effets comprennent un risque accru de cancer, un stress cellulaire, une augmentation des radicaux libres nocifs, des dommages génétiques, des changements structurels et fonctionnels du système reproducteur, des déficits d'apprentissage et de mémoire, des troubles neurologiques et des impacts négatifs sur le bien-être général des humains. Les dommages vont bien au-delà de la race humaine, car il existe de plus en plus de preuves d'effets nocifs sur la vie végétale et animale.....

Les diverses agences qui fixent les normes de sécurité n'ont pas réussi à imposer des directives suffisantes pour protéger le grand public, en particulier les enfants qui sont plus vulnérables aux effets des CEM."

Les défenseurs de la sécurité des communications sans fil (c'est-à-dire les pétitionnaires) ont fait valoir que la FCC doit annuler son ordonnance pour les raisons suivantes :

"(1) l'ordonnance ne reconnaît pas les preuves des effets négatifs sur la santé causés par l'exposition aux rayonnements RF à des niveaux inférieurs aux limites fixées par

les lignes directrices de 1996 de la Commission, y compris les preuves de cancer, de mal des rayons et d'effets négatifs sur le sommeil, la mémoire, l'apprentissage, la perception, les capacités motrices, la santé prénatale et reproductive et la santé des enfants ; (2) l'ordonnance ne répond pas aux commentaires concernant les dommages environnementaux causés par les rayonnements RF ; (3) l'ordonnance ne discute pas des implications de l'exposition à long terme aux rayonnements RF, de l'exposition à la pulsation ou à la modulation RF (deux méthodes permettant d'imprégner les ondes radio d'informations), ni des implications des développements technologiques survenus depuis 1996, notamment l'omniprésence des appareils sans fil et du Wi-Fi, et l'émergence de la technologie "5G" ; et "(4) l'ordonnance n'explique pas de manière adéquate le refus de la Commission de modifier ses procédures visant à déterminer si les téléphones cellulaires respectent ses limites RF. "

La cour d'appel américaine du circuit du D.C. a statué comme suit :

" Nous accueillons les requêtes en partie et renvoyons à la Commission. La Commission n'a pas fourni d'explication motivée pour justifier sa décision selon laquelle ses lignes directrices protègent adéquatement contre les effets nocifs de l'exposition aux radiofréquences sans lien avec le cancer. "

"Pour les motifs exposés ci-dessus, nous accueillons les requêtes en partie et renvoyons à la Commission le soin de fournir une explication motivée de sa décision selon laquelle ses lignes directrices protègent adéquatement contre les effets nocifs de l'exposition aux rayonnements de radiofréquences non liés au cancer. Elle doit, en particulier, (i) fournir une explication motivée de sa décision de conserver ses procédures de test pour déterminer si les téléphones cellulaires et autres appareils électroniques portables sont conformes à ses lignes directrices, (ii) aborder les impacts des rayonnements RF sur les enfants, les conséquences pour la santé d'une exposition à long terme aux rayonnements RF, l'omniprésence des appareils sans fil et d'autres développements technologiques survenus depuis la dernière mise à jour des lignes directrices de la Commission, et (iii) aborder les impacts des rayonnements RF sur l'environnement. Pour être clair, nous ne prenons pas position dans le débat scientifique concernant les effets du rayonnement RF sur la santé et l'environnement - nous concluons simplement que l'analyse superficielle de la Commission des preuves matérielles du dossier était insuffisante en droit ".

Arrêt EHT et al. v FCC : <https://bit.ly/EHTvFCCjudgment>

Avis du panel EHT et al. v FCC : <https://bit.ly/EHTvFCCopinion>